
Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 31 décembre 2015 au 8 janvier 2016

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 31 décembre 2015 au 8 janvier 2016

11/01/2016

Actualité des décisions du Conseil constitutionnel : semaine du 31 décembre 2015 au 8 janvier 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une synthèse relative aux saisines et aux décisions du Conseil constitutionnel.

Saisines :

- **Cons. const., affaire n° 2016-531 QPC du 6 janvier 2016** : Code de la santé publique, article L. 1142-1, alinéa 1er et 2 ;
- **Cons. const., affaire n° 2016-532 QPC du 6 janvier 2016** : Code de procédure pénale, article 836 et Code de l'organisation judiciaire, article L. 532-8.

Décisions rendues et non publiées :

- **Cons. const., décision n° 2015-510 QPC du 7 janvier 2016 [Sanctions pécuniaires prononcées par l'Autorité de la concurrence] :**

« Article 1er. - La première phrase du quatrième alinéa de l'article L. 464-2 du Code de commerce est conforme à la Constitution.

Article 2. - Il n'y a pas lieu de statuer sur la question prioritaire de constitutionnalité portant sur les deux dernières phrases du quatrième alinéa de l'article L. 464-2 du Code de commerce ».

- **Cons. const., décision n° 2015-511 QPC du 7 janvier 2016 [Décisions de la commission spécialisée composée d'éditeurs en matière de distribution de presse] :**

« Article 1er. - Les mots « , des nominations et des mutations de dépositaires centraux de presse, avec ou sans modification de la zone de chalandise » figurant au 6° de l'article 18-6 de la loi n° 47-585 du 2 avril 1947 sont contraires à la Constitution.

Article 2. - La déclaration d'inconstitutionnalité de l'article 1er prend effet dans les conditions prévues au considérant 12 ».

- **Cons. const., décision n° 2015-512 QPC du 8 janvier 2016 [Délit de contestation de l'existence de certains crimes contre l'humanité] :**

« Article 1er. - L'article 24 bis de la loi du 29 juillet 1881 dans sa rédaction issue de la loi du 13 novembre 2014 renforçant les dispositions relatives à la lutte contre le terrorisme est conforme à la Constitution ».

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA